

DROIT ECONOMIE, GESTION, à finalité Professionnelle, Mention DROIT PUBLIC ET DROIT PRIVE, spécialité PROFESSIONS JURIDIQUES DU SPORT

RNCP21140 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	345t, 128
Code(s) ROME	M1205, K1902, K1903, L1303
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère de l'Enseignement Supérieur

Université de Bourgogne - Dijon

<http://www.u-bourgogne.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

- Rédiger les contrats liés à l'activité sportive (contrat de travail, prêt de joueurs, contrat de sponsoring, contrats commerciaux, etc.) ;
- Rédiger les demandes de subventions et les contrats de partenariat auprès des autorités publiques ;
- Concevoir des stratégies et montages contractuels (transfert de sportifs, convention entre l'association sportive et la société sportive etc.) ;
- Préparer les dossiers contentieux (recherche des textes et de la jurisprudence, préparation de note de plaidoirie, etc.) ;
- Préparer et défendre des dossiers devant les instances sportives (le Comité National Olympique Sportif Français, le Tribunal Arbitral du Sport, etc.).

COMPÉTENCES ATTESTÉES

- Comprendre l'environnement institutionnel du sport (fédérations, ligues, etc.) et, plus généralement, les acteurs du sport (syndicats de joueurs, clubs...).
- Maîtriser les concepts juridiques (de droit du sport, de droit administratif, de droit social, de droit commercial, de droit communautaire etc.) et les replacer dans le contexte propre au sport pour concevoir des contrats (de sportifs, de transfert, entre une association et une société sportive, etc.) et des clauses adaptés ;
- Etudier les situations factuelles rencontrées, puis identifier les problèmes juridiques rencontrés et proposer des solutions adaptées après avoir recherché, analysée les instruments juridiques nécessaires ;
- Capacité de synthèse pour préparer des fiches pratiques ;
- Préparer des éléments de défense dans le cadre d'un contentieux ;
- Comprendre les particularité de la justice sportive ;
- Assurer la veille juridique et sportive.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les professionnels formés dans ce master 2 sont destinés à être employés comme cadres dans les différentes structures du sport professionnel et amateur (Fédérations sportives nationales, ligues professionnelles, ligues sportives régionales et comités sportifs départementaux, clubs sportifs amateurs et professionnels) ainsi que dans les entreprises commerciales en relation avec le domaine sportif.

La formation ouvre aussi aux différentes professions judiciaires spécialisées dans le sport (cabinets d'avocats et de conseils juridiques et fiscaux, etc.).

La formation donne également accès aux différents métiers de juriste du sport au sein des collectivités publiques : ministère des sports et services déconcentrés, collectivités territoriales, écoles nationales et instituts régionaux du sport (INSEP, CREPS, etc.).

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Emplois du secteur privé

- Fédérations, ligues et clubs sportifs :
 - directeur administratif et directeur administratif adjoint
 - directeur juridique et responsable juridique adjoint
 - responsable ressources humaines
- Cabinets et entreprises :
 - avocat (après examen) ; collaborateur de cabinet d'avocat
 - conseil en entreprise en lien avec le sport
- Agents sportifs (après concours)

Emplois du secteur public (après concours)

- conseiller territorial des activités physiques et sportives
- inspecteur jeunesse et sport
- éducateur territorial des activités physiques et sportives
- ingénieur territorial
- attaché territorial

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 574 €
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs · tension 1/5 (Très faible) L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée) U1X80 — Professionnels des spectacles · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	69 564
Jugés difficiles à recruter	21 %

Emplois saisonniers 18 %

Familles professionnelles (FAP)

- L2X61 — Agents administratifs
- L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables
- L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)
- L5X91 — Juristes et avocats
- P3X90 — Professionnels du droit
- U1X80 — Professionnels des spectacles

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi N°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Pour partie jury VA et VES

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury de VAE

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

www.u-bourgogne.fr/ufr-juridique

Site des anciens du Master : www.master2pjs.fr

Site de l'uB

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/21140/>